

Dossier de Presse



Une école « Espérance Banlieues » au Mans ? Derrière la vitrine, quelles réalités ?

Les écoles hors contrat : un danger pour l'Ecole de la République ?



SOMMAIRE

- | | | |
|-------------|--|---------------|
| I. | Réunion publique d'information, de débat et d'échanges | P. 3 |
| II. | Le mot du Comité de Vigilance Laïque | P. 3-4 |
| III. | Le Comité de Vigilance Laïque | P. 5 |
| IV. | Les intervenants | P. 5 |
| V. | école « Espérance Banlieues » : des écoles hors contrat écrits de Paul Devin et Gregory Chambat | P. 6-9 |

I. Réunion publique d'information, de débat et d'échanges

Mardi 19 Novembre 2019 au Centre Social des Quartiers Sud de 20h à 22h, aura lieu une réunion d'information de débat et d'échanges sur l'école « Espérance Banlieues » et sur le développement des écoles hors-contrat y compris en zone rurale.

II. Le mot du Comité de Vigilance Laique

Les organisateurs de cette réunion publique font part de leur inquiétude quant au projet de création d'une école Espérance Banlieues au Mans et s'interrogent sur le développement possible des écoles hors contrat.

Nous sommes attachés à une éducation basée sur la raison, qui laisse à nos enfants, qui seront les adultes de demain, la liberté de se forger par eux-mêmes leurs opinions.

C'est pourquoi, nous nous inquiétons en effet que des élus de la République puissent parfois soutenir une école hors contrat, c'est-à-dire une école qui choisit de refuser le cadre institutionnel qui définit l'école républicaine et les relations de l'Etat avec les écoles privées sous contrat, à savoir l'application de programmes élaborés nationalement et qui s'appliquent à tous les élèves du territoire.

Les écoles hors contrat n'ont aucune obligation de respecter ces programmes, ni que les personnes recruté-es pour assurer les « enseignements » n'ont pas d'obligation de diplômes ni de formation. Peut-on penser sérieusement que l'éducation des jeunes puisse être assurée par des personnes n'ayant pas les compétences requises et validées par les concours nationaux aux exigences élevées, puisqu'elles nécessitent désormais la validation d'un master (Bac + 5) ? Peut-on penser sérieusement, comme l'affirment les représentant-es de ces écoles que l'on puisse « construire du commun » en extrayant les enfants de leur quartier, de leur environnement ?

Une école « Espérance Banlieues » devant ouvrir au Mans ce mois-ci, nous nous inquiétons des dérives possibles et probables quant au contenu des apprentissages qui y seront dispensés, au vu des propos contradictoires tenus par ces fondateurs. M. Mestrallet, président de l'association Espérance Banlieues, déclarait ainsi récemment dans un média local que les écoles de son réseau étaient a-confessionnelles, alors que le lien de ses membres fondateurs avec les milieux catholiques traditionnalistes sont connus.

Dossier de Presse Espérance Banlieues Le Mans

Lui-même s'est exprimé sur la mission qu'il se donnait en tant que chrétien d'aller enseigner toutes les nations. N'est-il pas étonnant, et troublant, que ce projet ne soit pas annoncé comme tel aux parents des élèves potentiels ?

Nous nous inquiétons que des élus puissent soutenir un projet éducatif qui remet en cause la mixité filles-garçons à travers notamment une répartition des tâches et le port d'un uniforme différents. Peut-on penser sérieusement, à l'heure où le combat pour l'égalité homme-femme reste un enjeu majeur dans notre société que les pratiques de ce genre puissent être encouragées et soutenues par des élu.e.s qui ont pour mandat l'intérêt commun ?

Nous nous inquiétons de soutiens pour une école dont les élèves ne bénéficient pas de la totalité des enseignements auxquels ils ont droit. Les établissements publics qui scolarisent les élèves passés dans les écoles du réseau Espérances Banlieues font ainsi état de nombreuses lacunes, de matières non enseignées, ce qui met ces élèves en grande difficulté.

Nous nous inquiétons des suites qui seront données à ce soutien. Les écoles hors contrat ne peuvent en effet bénéficier d'aucune aide publique. Le fait que les locaux qui seraient alloués à l'école Espérance Banlieues soient ceux de l'AFPA du quartier Ronceray-Glonnières au Mans, structure fortement liée à la Région pose question. Attribuer un bâtiment à cette école constitue en soi, et quel que soit le loyer demandé, un soutien dont nous considérons qu'il constitue une forme de subventionnement déguisé, et donc de détournement de l'argent public.

Nous appelons donc à la plus grande vigilance afin que les familles tentées par une inscription connaissent réellement les tenants et les aboutissants du projet et afin qu'aucun fonds ne soit attribué, de quelque manière que ce soit, à ce projet ni à d'autres écoles hors contrat, que ce soit en zone urbaine ou rurale.

Nous proposons les témoignages de deux spécialistes de la question dans d'autres départements dans lesquels ces établissements ont ouvert depuis quelques années afin de donner l'occasion à chacun et chacune d'en savoir plus, au-delà des informations officielles affichées, de poser ainsi ses questions et trouver des réponses.

Les membres du Comité de Vigilance Laïque de la Sarthe.

Cemea, CGT-Educ, DDEN, FCPE, Francas, FSU, LDH, Libre Pensée, Ligue de l'enseignement, OCCE 72, PEP 72, Se-Unsa, MJC Ronceray et le Collectif des associations Citoyennes

III. Le Comité de Vigilance Laïque

Créé en septembre 2004, le collectif laïque sarthois pour la commémoration de la loi 1905 a œuvré pour souligner fortement ce centenaire. Le collectif a décidé de poursuivre son action en se transformant en "Comité de Vigilance Laïque" (C.V.L.72), avec comme objectif fondamental: être attentif à toutes les atteintes remettant en cause la laïcité de la société française.

Tout évènement sociétal (communautaire, intégrismes,...), les financements des établissements dans le système éducatif,... peuvent être sujets d'actions ou de réactions de ce collectif: communiqué de presse, conférence de presse, diffusion d'informations, tracts, organisation de conférence / débat, ...

Le C.V.L.72 est également ouvert à toute structure ou personne intéressées par ces objectifs et actions

IV. Les intervenants



Paul Devin

Inspecteur de l'Education nationale, secrétaire général du SNPI-FSU, syndicat des inspecteurs (IEN et IA-IPR.), spécialiste de la question, des tenants et aboutissants.



Grégory Chambat

Membre du collectif d'animation du site Questions de classe(s) et de sa revue N'Autre école. Auteur de différents ouvrages sur la pédagogie et les discours réactionnaires sur l'école.

V. École « Espérance Banlieues » : Des écoles hors contrat Écrits de Paul Devin et Gregory Chambat

Article de Paul Devin

« Espérance banlieues : écoles de l'endoctrinement. »

2 AVR. 2017 PAR PAUL DEVIN - BLOG : LE BLOG DE PAUL DEVIN - Source : <https://blogs.mediapart.fr>

« En brandissant le « risque d'éclatement communautariste » comme une motivation essentielle de leur projet, les responsables d'Espérance Banlieue révèlent son fondement essentiel : reconstruire une unité nationale sur les valeurs morales du catholicisme. C'est pourquoi elles revendiquent la mixité religieuse de leur public qui constitue la condition d'une stratégie missionnaire et prosélyte.

Les écoles d'Espérance Banlieue bénéficient d'une étonnante image dans de nombreux médias : celle d'écoles capables de faire réussir les enfants des milieux scolaires de banlieue, là où l'Éducation nationale n'y parviendrait plus vraiment. Une image où l'attention portée à chaque élève ferait des miracles. La réalité est clairement différente...

[...]

Le projet pédagogique du cours Alexandre Dumas insiste sur ses dimensions de convivialité : adultes et enfants partagent « un repas tiré du sac », l'école fonctionne sur le modèle familial, « structurée comme une maison ». Le discours vante un « climat éducatif exigeant, simple, bien ordonné et joyeux ». Parmi les atouts vantés : la taille réduite des classes dont on ne sait pas vraiment si elle est un choix pédagogique ou la conséquence d'une demande d'inscriptions encore réduite.

[...] c'est un projet idéologique qui transparaît du discours des responsables : il s'agit de « susciter le renouveau éducatif » et c'est clairement sur les principes d'une morale chrétienne réactionnaire que les écoles d'Espérance Banlieue entendent bien le faire. C'est dans la logique même de la composition des instances responsables de la fondation dont les membres sont nombreux à être militants de la Manif pour tous. Ici, l'éducation civique insiste davantage sur l'amour de la nation et de la famille que sur les valeurs sociales de la république et de la démocratie. Le discours de morale du directeur et le salut du drapeau font office d'éducation à la citoyenneté.

Quant aux contenus d'enseignement, Espérance Banlieues, dans un communiqué de mai 2016, affirmait son attachement à une liberté totale vis-à-vis des programmes. L'argument donné est celui d'une possibilité d'adaptation aux besoins des enfants mais la fondation reprend ici la vieille antienne du privé hors contrat qui aspire à la maîtrise idéologique des contenus d'enseignement.

[...]

À en croire les promoteurs d'Espérance Banlieues, la caractéristique première de leurs écoles est leur capacité à faire réussir des élèves jusque-là tenus en échec par les écoles publiques. Le seul chiffre annoncé est une réussite de 75% au DNB, ce qui ne constitue pas véritablement un chiffre signifiant, puisqu'il est en dessous de celui de la moyenne des écoles publiques et concerne un nombre très réduit d'élèves qui ont d'ailleurs fait la quasi-totalité de leur scolarité dans l'enseignement public.

Dossier de Presse Espérance Banlieues Le Mans

Pour le reste, l'affirmation d'une école de la réussite n'a été validée par aucune étude et se fonde sur leurs seules déclarations. Les charter schools américaines tenaient aussi ce discours de réussite mais bien des études ont montré une réalité toute autre, très nettement moins favorable à la réussite des élèves. C'est même une ancienne promotrice des charter schools, ancienne secrétaire à l'Éducation de George W. Bush, Diane Ravitch, qui a émis les critiques les plus virulentes à leur encontre.

[...]

Quant à l'endoctrinement idéologique, s'il n'est évidemment pas énoncé, il est bien présent. Le Figaro (31/12/2015) en visite à l'École d'Asnières assiste à un cours de mathématiques consacré à la lecture d'un texte de Madeleine de Jessey, porte-parole de Sens Commun, qui proclame : « Notre société devra réaffirmer l'amour de sa culture et de ses grands penseurs, la fierté de toute son histoire, des Gaulois à notre République, et l'attachement aux racines judéo-chrétiennes qui lui donnent sa stabilité et ses ressources spirituelles. ». Et BFM en visite dans la même école assiste à un cours où les élèves étudient un texte de Natacha Polony.

[...]

Mais derrière la promesse de réussite éducative, les écoles d'Espérance Banlieues sont des lieux d'endoctrinement et de propagande. Tout en proclamant que la liberté de l'enseignement se fonde sur la volonté d'une liberté des consciences et sur l'obsession que les écoles publiques puissent imposer une morale d'État, il s'agit bien d'acculturer les élèves à l'idéologie et à la morale catholique traditionnelle. Anne Coffinier ne s'en cache pas : personne ne doit décider à la place des familles de ce qui est enseigné aux enfants : la responsabilité du choix en incombe aux parents devant Dieu.

Quant au projet social d'Espérance Banlieues, qu'aucun leurre ne soit possible, leur implantation en banlieue ne relève pas d'une volonté d'émancipation par la connaissance et la culture : le projet est sans ambiguïté de ce point de vue : l'école n'est pas destinée à réduire les inégalités sociales mais à transmettre des savoirs fondamentaux.

[...]

Jusqu'au financement direct des familles avec le chèque-éducation autrefois défendu par le Front National et sur le principe duquel Pinochet a fondé sa réforme radicale de l'école chilienne ?

En attendant, les écoles publiques de banlieue continuent à voir leurs effectifs croître. Ceux-là même des candidats aux présidentielles et de leurs soutiens qui louent les vertus des classes à effectif réduits d'Espérance Banlieues et annoncent vouloir les financer, promettent des suppressions de postes de fonctionnaires qui à nouveau augmenteront la taille des classes des écoles publiques. L'État serait-il prêt à renoncer à son devoir de protection des enfants et des jeunes qui garantit le respect de la liberté de conscience et à laisser se développer des écoles de l'endoctrinement ? »

Interview de Alicia Bourabaa par Grégory Chambat

« Écoles Espérance banlieues, quand « les réacs colonisent la banlieue » »

28 MARS 2017 PAR Grégory Chambat - ÉDITION : LA GUERRE SCOLAIRE QUI VIENT - Source : <https://blogs.mediapart.fr>

« Depuis plusieurs mois, les écoles privées hors contrat de la Fondation Espérance banlieues, avec leurs uniformes et le salut au drapeau, engrangent les reportages et les articles élogieux. Alicia Bourabaa a publié dans le magazine Causette, une enquête approfondie qui écorche cette stratégie de com et révèle les liens serrés entre cette fondation, la droite et l'extrême droite catho. Entretien.

Pour revenir sur cette enquête et expliquer ce qui l'a conduit à mener ses investigations, la journaliste Alicia Bourabaa a accepté de répondre à nos questions. Une occasion de prolonger un reportage salutaire que nous vous invitons à découvrir en kiosque ("Écoles privées : les réacs colonisent la banlieue. L'école de l'anti-république prend ses aises", Causette n° 76, mars 2017).

Pourquoi cette enquête sur la fondation Espérance banlieues ? Quel a été le détonateur ?

Alicia Bourabaa – J'ai fait la découverte d'Espérance banlieues (EB) lors d'un événement organisé au printemps 2016 par « France Fièrè », un think tank « patriote » adossé au parti Les Républicains (LR).

Éric Mestrallet, le fondateur d'Espérance Banlieue, s'y était vu remettre un prix décerné par cette toute jeune organisation, lancée l'année précédente par une nouvelle génération d'élus de droite de banlieue.

[...]

J'insiste sur « France Fièrè », parce qu'ils ont aidé, une certaine droite, catholique, conservatrice, à mettre un pied de l'autre côté du périph. Ou du moins qu'ils ont participé, à leur niveau, à la pénétration de ses idées dans les quartiers. Un précieux marchepied sans lequel des « expérimentations » inédites comme celles d'Espérance Banlieues n'auraient peut-être jamais pu se concrétiser.

[...]

La stratégie de communication de EB est particulièrement offensive, en particulier en direction des journalistes. Pourquoi ce soin apporté à la médiatisation et comment se fait-il que nombre de journalistes se sont contentés de relayer la communication de EB sans trop chercher à savoir réellement de qui et de quoi il s'agit ?

A. B. – La critique du traitement journalistique ne peut pas être uniforme. Mais je crois qu'on met le doigt sur un problème classique de représentation et de représentativité des quartiers populaires, de la banlieue plus particulièrement, au sein de la profession. Quand il s'agit d'écrire sur la banlieue, il y a un certain nombre de travers dans lesquels on tombe régulièrement. Et puis il y a un effet d'agenda indéniable, s'il y avait eu une opposition audible de la part des partis d'opposition au niveau municipal ou national, les médias auraient suivi, nécessairement. Par ailleurs, les journalistes n'ont peut-être pas mesuré l'impact des actions menées par Espérance Banlieues.

Dossier de Presse Espérance Banlieues Le Mans

Ce qui est assez logique, puisque la communication d'Espérance Banlieues vise, entre autres, à lisser son image, dissimuler tous ces liens avec l'extrême droite. EB et la Fondation pour l'école se sont attachées par exemple le soutien de figures de la « diversité » ultra consensuelles comme Harry Roselmack, Jamel Debbouze et sa femme Mélissa Theuriau. Ils sont allés eux-mêmes chercher Harry Roselmack et Mélissa Theuriau pour réaliser un livre et un documentaire, mine de rien, en présentant ces objets comme issus d'un travail journalistique strictement neutre et distancié. Ce qui n'est de toute évidence pas le cas.

[...]

L'idée de l'école qu'ils défendent est ultra-conservatrice sur les mœurs, ultralibérale sur la structuration économique. Anne Coffinier, la patronne de la Fondation pour l'École le dit assez régulièrement en réunion publique, il y en a assez de recevoir la « becquée de l'éducation nationale ».

En dix ans, ils ont créé tout un système parallèle à l'Éducation nationale, de la formation des profs, à l'écriture de manuels alternatifs. Et leur expansion est à peine contrariée.

La question qui se pose donc maintenant est celle de la réversibilité de leurs actions. Maintenant qu'ils ont obtenu l'agrément d'utilité publique leur permettant de bénéficier de dons défiscalisés, que des mairies ou des départements ont prêté des locaux voire des écoles vides, que les collectivités, mairies ou région comme l'Ile-de-France, proposent un soutien financier ou logistique...

Derrière l'image très lisse et avenante de ce réseau, quels ont été les éléments les plus étonnants que ce travail a mis à jour ?

A. B. – Le plus étonnant c'est l'absence de répondant de la gauche institutionnelle. Michèle Delaunay, élue socialiste de Bordeaux, et ancienne ministre du quinquennat Hollande, était bien la seule à s'être opposée à l'époque à la remise à la Fondation pour l'école de l'agrément d'utilité publique par le ministre de l'éducation nationale d'alors Xavier Darcos. C'était en 2007... Elle prêchait dans le désert.

Par effet miroir, ce que reflète le succès d'Espérance Banlieues, c'est l'impréparation de la gauche de parti face aux renouvellements de la droite, aux nouvelles formes de militance initiées par la Manif pour Tous, à ce qui ressemble à une convergence des luttes, et à la captation d'un nouvel auditoire : les catégories populaires de banlieue. Qui aurait cru il y a vingt ans qu'un ancien proche du MPF pourrait ouvrir aussi facilement des écoles hors contrat à destination des enfants d'immigrés avec levée des couleurs, uniforme et interdiction dans le règlement scolaire de parler la langue des parents ? »



Dossier de presse

Contact pour le CVL 72

Nathalie KUNDE

La ligue de l'enseignement - FAL 72
18 rue Béranger
72000 Le Mans

Tel. : 02 43 39 27 24
Mail : fal72@laligue.org

Consultez également notre site:
www.fal72.org